

médecine/sciences 1997 ; 13 : 566-7

## **D**e la lumière au bout du tunnel ?

**B**ien que les questions liées au financement de la recherche soient devenues de plus en plus préoccupantes pour les scientifiques, il est rare qu'elles les poussent à sortir de leur tour d'ivoire. C'est pourtant ce qui vient de se passer au Canada où le délabrement des structures de financement de la recherche est tel qu'il a amené diverses associations de chercheurs, dont le Conseil pour la Recherche en Santé au Canada (qui regroupe une dizaine d'Instituts de recherche en santé) et l'Association Canadienne des Sciences Neurologiques à déclencher une vaste campagne de sensibilisation auprès des parlementaires fédéraux. Les scientifiques eux-mêmes ont largement contribué à cette campagne, par des entrevues avec la presse, des rencontres avec ministres et députés et des lettres à leurs députés. Qui plus est, des chefs de file du monde industriel se sont associés à cette campagne et ont publié dans les journaux des encarts publicitaires soulignant le rôle fondamental de la recherche scientifique pour le développement socio-économique du pays.

En quoi la situation est-elle donc si grave ? Dans sa lutte contre le déficit, le gouvernement Canadien a décidé de réduire de 25 % en dollars constants, sur une période de quatre ans, son soutien à la recherche fondamentale universitaire. Ainsi, les subventions et dépenses en recherche et développement du gouvernement fédéral pour 1995-1996 s'établissent à 3,4 milliards de dollars environ et devraient se chiffrer à 3,2 milliards de dollars en 1996-1997. Cette politique est l'inver-

se de celle des autres pays du G-7 qui augmentent les subventions gouvernementales destinées à la science universitaire. C'est ainsi que le gouvernement japonais a décidé que le Japon devait cesser d'être une nation qui emprunte des technologies pour devenir une nation qui invente. Il a donc approuvé une augmentation du budget de la recherche universitaire de 12,5 % pour chacune des cinq prochaines années, lequel se chiffre au total à 155 milliards de dollars américains.

Ces réductions budgétaires du gouvernement canadien affectent de plein fouet les trois principaux organismes subventionnaires de la science fondamentale du pays, à savoir le Conseil de Recherches Médicales (CRM), le Conseil de Recherches en Sciences Naturelles et Génie (CRSNG) et le Conseil de Recherche en Sciences Sociales et Humanités (CRSSH). Ainsi le budget du CRM, dont dépend une grande partie de la recherche médicale au pays, est amputé de 11 %, passant de 248 millions de dollars en 1994-1995 à 221 millions de dollars en 1998-1999. Et ceci après deux gels budgétaires consécutifs en 1992-1993 et 1993-1994. Ces coupures sont évidemment plus sévères lorsque corrigées en fonction de l'inflation (près de 25 % en dollars constants). Le résultat ? Sur plus de 950 demandes de subventions jugées de « très bonnes » à « excellentes » par les comités scientifiques du CRM (et qui devraient être soutenues), moins de 600 sont subventionnées. Et celles qui le sont subissent des réductions budgétaires si sévères que les montants alloués sont dans la plupart des cas insuffisants pour mener à bien la recherche proposée.

Nous sommes donc loin de l'augmentation de 20 % que le gouvernement américain a concédé ces quatre dernières années aux *National Institutes of Health*, et de l'augmentation de 7 % dont ils bénéficient pour l'année en cours (figure 1). Le comité du Congrès américain, qui a recommandé cette augmentation de 7 %, la justifie d'ailleurs en ces termes : « Les NIH constituent notre priorité. Les subventions de recherche que nous versons aux NIH permettent de sauver des vies et de réduire les dépenses de santé, tout en créant des emplois et en favorisant la croissance économique... Tout en maintenant fermement son engagement envers la réduction du déficit, le Congrès considère que le soutien à la recherche biomédicale constitue un placement important dans la santé et dans le bien-être économique de notre pays. »

Au Canada, la tendance, au cours de ces dernières années, a été de croire que le secteur privé allait combler ce manque à gagner. Le monde industriel s'est en effet intéressé à soutenir et à développer une recherche commerciale, axée sur le développement de nouveaux produits. On a ainsi vu se créer des fonds à capitaux de risque, tel le Fond Canadien de Découvertes Médicales, dans lequel ont été investis plus de 190 millions de dollars et qui a contribué à créer 20 nouvelles compagnies, ou le Fond des Partenaires en Neurosciences, qui a jusqu'ici investi 20 millions de dollars (sur un total de 68) dans huit nouvelles compagnies. Mais la science commerciale subventionnée par ces fonds a, comme on le sait, des méthodes (délais d'exécution plus courts, protocoles de confidentialité) et des objectifs distincts de ceux

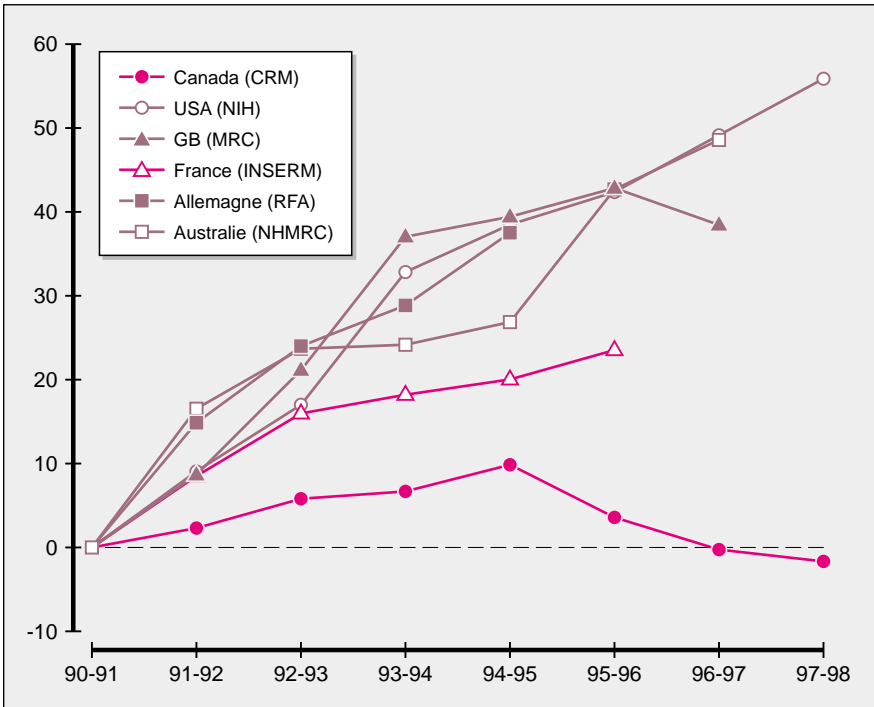


Figure 1. **Évolution comparée des budgets nationaux alloués à la recherche biomédicale de 1990 à nos jours (pourcentages cumulatifs).**

de la science fondamentale. Elle dépend en fait étroitement de cette dernière pour sa survie. Les conséquences des coupures que subissent les budgets de recherche au pays se font en effet ressentir aussi bien sur le plan économique (perte d'emplois, d'investissements, de brevets, de redevances), que sur le plan social (perte de personnel qualifié, diminution de la qualité des soins de santé). Déjà, le Canada se situait en 1992 derrière les principaux pays de l'OCDE au titre du nombre de chercheurs par rapport à l'ensemble de la population active : 5,2 pour 1 000 contre 9,5 pour 1 000 au Japon et 7,6 pour 1 000 aux États-Unis. Il est à craindre que cette situa-

tion ne fasse qu'empirer avec la fuite, déjà perceptible, des « cerveaux » vers les États-Unis, et la perte d'intérêt des jeunes pour les carrières scientifiques. Il semble cependant que l'appel des chercheurs commence à être entendu. Dans son budget de février dernier, le gouvernement fédéral annonçait deux nouveaux trains de mesures qui affectent directement la recherche universitaire : (1) la consolidation du réseau des Centres d'excellence, un programme dont l'objectif est de rapprocher l'Université et l'Industrie et de favoriser le développement de nouveaux produits et la prise de brevets. De temporaire, le programme devient per-

manent et bénéficiera d'un budget de 47,4 millions de dollars/année ; (2) la création d'un Fond d'innovation, dont l'objectif est de renouveler l'infrastructure de recherche (locaux et équipements) des Universités et des Centres de recherches hospitaliers. Ce fond bénéficiera d'un budget de 800 millions de dollars qui devront être dépensés au cours des cinq prochaines années. Bien qu'encourageantes et nécessaires, ces mesures ne compensent pas les pertes sévères subies par les organismes de recherche au cours des dernières années. Une nouvelle infrastructure sera mise en place, et les mécanismes de transfert de technologie seront assurés. Mais sans chercheurs fondamentalistes et sans fonds de recherche, il n'y aura bientôt ni infrastructure à remplir, ni technologie à transférer... Il n'en reste pas moins significatif que le gouvernement ait choisi de faire bénéficier en priorité la recherche universitaire de la timide reprise économique. C'est une première au pays, et c'est peut être le signe qu'on commence à s'intéresser à la Science à Ottawa ■

**Alain Beaudet**

*Professeur titulaire d'anatomie, Institut neurologique de Montréal, 3801, rue de l'Université, Montréal, Québec, H3A 2B4 Canada.*

**TIRÉS À PART**

A. Beaudet.


**INSTITUT COCHIN DE GÉNÉTIQUE MOLÉCULAIRE**  
**XIV<sup>e</sup> JOURNÉE JEAN-CLAUDE DREYFUS DE GÉNÉTIQUE ET DE PATHOLOGIE MOLÉCULAIRES**  
**RÉCEPTEURS et MALADIES      RECEPTORS and DISEASES**  
**Vendredi 19 septembre 1997**  
 Grand Amphithéâtre de la Faculté de Médecine Cochin Port-Royal  
 24, rue du Faubourg-St-Jacques - 75014 PARIS, France  
**Renseignements et Inscriptions : APEMM CONGRÈS (Axel KAHN)**  
 Faculté de Médecine COCHIN - 24, rue du Faubourg-St-Jacques - 75014 PARIS - **Téléphone et Télécopie : 01 44 41 24 41**